



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
En charge des Technologies Vertes et des Négociations sur le Climat

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Toulon, le 7 mai 2010

**Le Directeur**

**à**

**Monsieur Le Préfet du Var**

**Exploitant concerné : UNION GRAP'SUD**  
**30360 CRUVIERS-LASCOURS-France.**  
**Ex DISTILLERIE LA VAROISE.**

**Site concerné : Distillerie La Varoise CSA**  
**40 chemin des Goys Fourniers Quartier Les Levades**  
**83360 La Crau.**

**Objet :** Proposition de prescriptions complémentaires.

**Référence :** Respect de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2009 et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 octobre 2009.

**P.J. :** Lettre de conclusion de la visite d'inspection.

## **I. SITUATION ADMINISTRATIVE**

L'exploitant de la Distillerie La Varoise située 40 chemin des Goys Fourniers, Quartier Les Levades à La Crau est titulaire d'un arrêté d'autorisation d'exploiter en date du 12/04/1984.  
La Distillerie vient d'intégrer une union de distilleries coopératives – L'UNION GRAP'SUD.

Elle a pour activité de distiller de l'alcool et de l'eau de vie. De ce fait, le déclarant doit se conformer aux prescriptions spéciales concernant :

- les activités de production par distillerie des alcools et eaux de vie ;
- le broyage et le criblage de marcs de raisins ;
- l'installation de combustion et d'un four à séchage des marcs de raisins ;
- dépôts d'engrais ;
- dépôts d'alcools et d'eaux de vie ;
- magasin de distribution et d'embouteillage d'eaux de vie ;
- le dépôt de marcs de raisins.

**Présent  
pour  
l'avenir**

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)  
<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>

Siège :  
DREAL PACA  
16, rue Antoine Zattara  
13332 MARSEILLE cedex 3

Suite à une visite d'inspection du 28 avril 2009 un arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2009 et un arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 octobre 2009 ont été pris à l'encontre de la société Grap'sud exploitant la distillerie.

## **II. PLAINTES.**

Par courrier en date du 08 mars 2010, le Préfet du VAR a fait connaître au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement que, Monsieur le maire de La Crau a, de nouveau, attiré son attention sur les nuisances olfactives dont se plaignent les riverains de la distillerie.

## **III. VISITE D'INSPECTION.**

Une visite d'inspection sur le site a été effectuée le 23 avril 2010 par deux inspecteurs de la DREAL PACA. A cette occasion, ils ont pu rencontrer M. Didier Marro, le directeur du site, afin d'examiner les points suivants :

- Examen des écarts relevés lors de la dernière inspection en date du 28 avril 2009.
- Application des dispositions prescrites par l'arrêté de mise en demeure du 19 octobre 2009.
- Application des dispositions prescrites par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 19 octobre 2009.

### **a) Ecart relevé en 2009 :**

Ces écarts étant repris par l'AP de mise en demeure ceux-ci sont examinés ci-après.

### **b) Arrêté de mise en demeure du 19 octobre 2009 :**

Il avait été relevé 5 écarts à l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12/04/1984 ce qui a conduit à l'arrêté de mise en demeure du 19 octobre 2009 :

- Le PH des eaux industrielles 'polluées' est inférieur à 5,5 (article 13-4 de l'AP de 84).
- Absence d'un point d'échantillonnage adéquat (article 13-3).
- Absence d'une clôture de 2 mètres 50 autour du site (article 4).
- La cuve 111, lieu de stockage des vinasses n'est pas fermée (article 12-2).
- La fabrication du compost n'est pas effectuée dans un bâtiment (article 12-2).

Les cinq points précités qui ont fait l'objet de la mise en demeure ont été réalisés.

### **c) Arrêté complémentaire du 19 octobre 2009 :**

#### **Article 1 :**

- les deux plans demandés ont été fournis en séance échelles au (1/200 et 1/2000) pour le premier plan et au (1/500 et 1/25000) pour le deuxième plan.
- Le tableau des activités a été remis en séance, ce tableau fait apparaître la nécessité d'une mise à jour du dossier de l'exploitant en ce qui concerne l'ensemble de ses activités.
- Le POI est presque terminé une centaine de pages constituent le document consulté il nécessite une relecture par l'exploitant avant transmission au préfet.
- Un document provisoire concernant les actions à entreprendre pour limiter les odeurs nous a été transmis en séance, il est cependant nécessaire que l'exploitant complète les propositions de traitement des émissions à la cheminée avec l'engagement d'un calendrier d'exécution des opérations proposées.

Article 2 :

- les documents de repérage des opérations à effectuer en réponse aux conclusions de l'Etude des Dangers ont été établis et l'exploitant a déclaré avoir exécuter environ 50% des mesures prescrites.
- L'exploitant n'a pas répondu à la lettre du SDIS du 27 mai 2008 qui avait été remise à l'exploitant au cours de la précédente inspection, l'exploitant a repris une nouvelle copie de cette lettre et fournira les réponses attendues.
- Les voies de circulation ont été reprises en partie à 50 %, l'exploitant attendant d'avoir effectué d'autres modifications.

#### **IV. AVIS DE L'INSPECTION.**

Un nouvel APC (Arrêté Préfectoral Complémentaire) devrait donc être proposé au préfet du VAR sur la base des remarques relevées et prescrivant les mesures suivantes :

- Remettre à jour les plans du site cités à l'article 512-6 du code de l'environnement avec la totalité des informations demandées par cet article.
- Compléter les conclusions de l'étude d'odeur et effectuer les travaux proposés par la dite étude.
- Remettre à jour le tableau des installations classées par référence à la nomenclature.
- Décrire de façon détaillée tous les procédés de fabrication exploités sur le site de LA CRAU, accompagnés de schémas et de plans en indiquant les quantités traitées, les débits, les températures, les pressions, etc...
- Mettre à jour le dossier général relatif aux installations classées.
- Mettre en œuvres les solutions envisagées dans l'EDD (Etude Des Dangers) en tenant compte de l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

#### **V. CONCLUSION**

Considérant qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions applicables à l'établissement, conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement nous proposons qu'un arrêté complémentaire soit pris après avis du CODERST afin de déterminer de l'opportunité de reprendre les différents actes administratifs en un seul arrêté de poursuite d'exploitation mis à jour par rapport aux modifications de l'exploitation et aux mises à jour des obligations réglementaires.

Un projet de prescriptions techniques établi dans ce sens est joint au présent rapport (annexe 1).